



BURUNDI

pas à pas



MENSUEL

N°013 du 1er Juillet 2008

Magazine d'information des Institutions

Commémoration du 46ème Anniversaire de l'Indépendance



Sous le signe de la paix retrouvée, mais la vigilance reste de mise

Les plus hautes autorités de l'Etat retoussent les manches sur les chantiers de la reconstruction du pays



Le Chef de l'Etat, SE Pierre Nkurunziza et le Président de l'Assemblée Nationale, Hon. Pie Ntavyohanyuma



S.E Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République et la Ministre de la Fonction Publique

Comme si le Président Nkurunziza avait une baguette magique

Le silence est le bruit de l'oubli, disait le philosophe chinois Confucius. Mais comment pouvions-nous taire les émotions vécues au boulevard de l'indépendance en admirant le célèbre défilé des civils et des militaires ? Comment pouvions-nous passer sous silence la visite du Président de la République à Marangara devenue célèbre suite au massacre de 1988 ? Oui, les mois commençaient à s'accumuler sans que le numéro attendu ne pointe son nez sur la toile. Il est vrai que pour les internautes et les bibliophiles, un livre ou un journal c'est comme un bébé. La grossesse qui dépasse le terme normal devient préoccupante cela va sans dire. Mais une chose est certaine: l'équipe de rédaction ne connaît point de répit.

De la célébration du 46^{ème} anniversaire de l'indépendance nationale aux visites des plus hautes autorités de la République à l'étranger en passant par les descentes sur terrain pour encourager le peuple des fonctionnaires et des paysans qui, sur les mille collines nationales, multiplie les chantiers de construction des écoles, centres de santé, ponts et routes, la couverture médiatique exige de conjuguer le verbe « travailler » à tous les temps de l'effort.

Ce numéro spécial, car étendu sur les mois de juin et juillet, vous est enfin servi. Nous revenons naturellement sur les belles images du défilé du 1^{er} juillet. C'est qu'au jour de fête nationale, à Bujumbura, le ciel était implacablement bleu et le soleil radieux. La bise montait du lac Tanganyika vers le plateau et les collines. Les palmiers balançaient les branches comme saluer une reine bienfaitrice. La ville avait fait peau neuve, les avenues et boulevards de la capitale ressemblaient à une jeune mariée bien parée pour un époux chéri. Ce n'était, à vrai dire, qu'un avant-goût de l'image de la capitale que le gouvernement dirigé par Son Excellence Pierre Nkurunziza compte bientôt offrir aux citoyens et visiteurs.

Les travaux de réparation et de modernisation de la voirie urbaine viennent de démarrer en grandes pompes. Grâce aux chantiers qui se multiplient sans cesse, les nids de poule ne seront qu'un triste souvenir de la capitale. Tout en vantant l'amour du travail qui anime le gouvernement, nous ne manquons pas de saluer l'apport des partenaires internationaux qui, comme l'Union Européenne, appuient les priorités nationales. La Banque Mondiale, le Système des Nations Unies, la Communauté est Africaine, le

gouvernement des Pays-Bas, l'Alliance pour la Vaccination et l'immunisation, la Francophonie et fin de citations soutiennent les efforts de reconstruction du pays.

N'allez surtout pas croire que l'on laisse de côté le volet vital de la réconciliation. Tous les signaux virent plutôt au vert depuis que le Palipehutu FNL a rejoint le Mécanisme Conjoint de Mise en application des accords de cessez-le-feu et que Monsieur Agathon Rwasa trône dans une villa de Bujumbura. La fin de la guerre et des calculs par trop machiavéliques de la part des fossoyeurs de la démocratie apporte du baume aux cœurs meurtris de biens des Burundais.

Enveloppés dans le manteau très précieux de la paix, le gouvernement et le peuple peuvent raisonnablement réfléchir aux stratégies à long terme pour juguler les problèmes de la poussée démographique et de la grippe aviaire. Sur les traces des Occidentaux après la Seconde Guerre Mondiale, les Burundais sont invités à mettre la main à la pâte.

Il est vrai que les Européens avec le Plan Marshall, n'ont pas du tout eu la tâche facile. Certes, ils ont eu une main d'œuvre bon marché ramassée en Algérie, au Maroc et en Turquie pour exécuter les travaux durs. Voilà pourquoi nous disons que tout porte à croire que le Président Pierre Nkurunziza a trouvé une baguette magique: les femmes accouchent gratuitement, les enfants de moins de cinq sont soignés aux frais de l'Etat, la scolarité de base est gratuite, les réfugiés rentrent en masse, les chantiers poussent comme des champignons, les déplacés et leurs ennemis d'hier s'entraident, la coopération atteint le niveau d'avant la crise, la fête de l'enfant africain sert de tremplin aux jeunes burundais pour décrocher des prix internationaux et le dialogue devient un bien immatériel qui produit bien des biens matériels.

Sans doute est-il hors de question de s'endormir sur les lauriers car les besoins sont énormes. Au demeurant, une leçon mérite d'être retenue: dans un Burundi indépendant et bien aimé de ses fils et filles, le développement tous azimuts doit provenir des efforts des Burundais, l'apport des partenaires n'étant qu'un complément indispensable et à utiliser en bon père de famille.

-Daniel Kabuto

Le Président Nkurunziza toujours à la recherche du développement de son pays

Dès son retour d'Afrique du Sud le 2 juin 2008, le Président de la République du Burundi S.E Pierre Nkurunziza a pris l'avion ce mercredi à destination de Djibouti sur l'invitation de son homologue Ismaël Omar Guelleh.

La visite du Président burundais s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations entre les deux pays en matière de commerce. Des hommes d'affaire de Dubaï, ville portuaire des Emirats Arabes Unis, ont créé le 'Port franc' à Djibouti et ailleurs sur le continent africain, et veulent étendre le réseau de leur business dans la région des Grands Lacs.

Le Rwanda a été le premier pays à être identifié à cause de son patrimoine touristique. Son voisin du sud, le Burundi, présente bien de meilleurs atouts dans ce secteur, en raison notamment de sa situation géographique par rapport au lac Tanganyika.

La République de Djibouti compte un nombre élevé d'investisseurs qui voudraient travailler au Burundi. C'est dans cette optique que le Président Nkurunziza a entrepris son voyage dans ce pays situé dans la corne de l'Afrique, au bord de la mer Rouge.

Il convient de souligner que le Chef de l'Etat burundais a toujours encouragé les investisseurs étrangers à venir au Burundi, un pays qui recouvre progressivement la paix après plus d'une décennie de guerre civile.



-Claude Nshimirimana

Le Burundi et le Djibouti signent un accord global de coopération

Lors de sa visite en République de Djibouti du 11 au 12 juin, le Président de la République du Burundi SE Pierre Nkurunziza a signé avec son homologue Ismaël Omar Guelleh un accord de coopération portant sur plusieurs domaines tels que le commerce, l'éducation, la santé, l'agriculture, le transport, et l'énergie.

Le Président Nkurunziza a souligné que les relations entre le Burundi et le Djibouti existent depuis longtemps car le premier accord de coopération entre ces deux pays avait été signé en 1984. Le Président Djiboutien a remercié pour les efforts dans le renforcement de la paix et la reconstruction du Burundi.

Le Numéro Un Burundais a révélé à son homologue les mesures prises par Bujumbura en faveur de la population burundaise, notamment la gratuité des soins de santé pour les enfants de cinq ans et moins, la gratuité de la maternité et la gratuité de l'enseignement primaire.

Pendant sa visite, le Chef de l'Etat Burundais s'est rendu au Port de Djibouti situé sur la Mer Rouge. Il s'agit d'une installation très stratégique car située au carrefour des routes maritimes d'Europe, d'Extrême Orient, du Golfe persique et de l'Afrique. Un autre port visité par le Numéro Un Burundais est le Port de Doraleh situé, à 11 km du Port de Djibouti.

Un autre endroit visité par le Président de la République du Burundi est la ville neuve de Harmous. Celle-ci s'agrandit progressivement avec 700 villas en construction, avec des briques et des tuiles produites localement par la société ECO-BRIQUES. Cette société a promis d'envoyer ses experts au

Burundi pour vulgariser la technique qui consiste à cuire briques et tuiles à l'aide de déchets d'huile automobile. Cela permettra au Burundi d'économiser le bois et de sauvegarder l'environnement.

La Société de construction de Harmous a quant à elle promis d'offrir au Président burundais un cadeau d'une maison qui sera érigée dans une des parcelles de la ville.

Le Président Nkurunziza a en outre saisi l'opportunité de son séjour à Djibouti pour échanger avec la communauté burundaise vivant dans ce pays. Il a brossé la situation qui prévaut au Burundi sur le plan sociopolitique et économique et demandé aux Burundais de Djibouti de contribuer dans la reconstruction du pays.



-Gervais Abayeho

Le Président Nkuruziza rentre de Djibouti satisfait

Le Président de la République du Burundi S.E. Pierre Nkuruziza a exprimé sa satisfaction jeudi le 12 juin 2008 au retour d'un voyage de travail de deux jours qui l'a conduit en République de Djibouti sur invitation de son homologue SE Ismaël Omar Guelleh.

Le Président Nkuruziza et son homologue Djiboutien ont évoqué la situation sécuritaire qui prévaut en Somalie, soulignant le rôle important qu'a joué le Djibouti à la signature de l'accord de cessez-le-feu entre les belligérants.

Le Burundi a aussi fourni des troupes dans les efforts de maintien de la paix en Somalie, un pays ravagé par des guerres claniques et resté sans gouvernement central fonctionnel depuis plus de quinze ans.

Le Président burundais s'est également entretenu avec les investisseurs djiboutiens qui ont beaucoup de capitaux. Ils lui ont promis d'investir au Burundi.



-Gervais Abayeho

Le développement du Burundi proviendra des efforts des Burundais eux-mêmes, selon le Président Nkuruziza

Le Président de la République du Burundi SE Pierre Nkuruziza a exhorté ses compatriotes le samedi 14 juin 2008 à s'atteler au travail, soulignant que le développement du Burundi proviendra des efforts des Burundais eux-mêmes.

Le Président Nkuruziza a lancé cet appel lors des travaux communautaires exécutés en Mairie de Bujumbura dans la commune de Rohero. Il a, à cette occasion, inauguré les travaux de construction d'une route reliant les quartiers Mutanga Sud, Mugoboka, Bisekuro et Sororezo, ainsi qu'un pont reliant Mutanga Sud et Mugoboka.

Comme il ne cesse de le dire, le Numéro Un burundais a souligné que la population doit contribuer à l'éducation à travers les travaux communautaires, rappelant l'objectif qu'il s'est fixé d'inaugurer avant la fin de l'année 120 écoles secondaires qui auront été construites par la population. Il a révélé que la Communauté internationale a accepté d'appuyer les efforts de la population en octroyant une aide pour la construction des écoles, des centres de santé et des adductions d'eau.

Selon le Président Nkuruziza, même si le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde, il peut se tirer d'affaire en travaillant assidûment car même les pays riches ne l'étaient pas hier. Il était accompagné par un visiteur de marque, le Consul Général de Djibouti en Ouganda, M. Silas Majambere qui a promis des tôles pour la construction d'un centre de santé.

Le diplomate djiboutien avait déjà posé un geste de charité l'année passée en faveur du Lycée de Muramvya où il a permis l'extension d'une école secondaire ainsi qu'un don du matériel de cuisine. Et en tant qu'investisseur, M. Majambere va bientôt construire deux grands hôtels au Burundi.

Etaient entre autres présents auxdits travaux le Président de l'Assemblée Nationale, l'Hon. Pie Ntavyohanyuma; le Ministre de la Jeunesse et Sports, M. Jean Jacques Nyenimigabo; le Maire de la Ville, M. Evrard Giswaswa et le Président du Parti CNDD-FDD, l'Honorable Jérémie Ngendakumana.



-Alfred Kurubone

Communiqué du Gouvernement à propos du démarrage du cantonnement des combattants du Palipahutu-Fnl

1. Le Gouvernement du Burundi salue chaleureusement le lancement, cette semaine, du processus menant au cantonnement, dernière étape concrète marquant l'arrêt définitif de la guerre civile qui a endeuillé notre Peuple depuis plus de 14 ans. Il se réjouit de l'adoption le 2 juin du plan d'Opérations Conjointes, de Désarmement, de Démobilisation et d'Intégration des combattants du PALIPEHUTU-FNL ; un plan qui a rendu possible le début de rassemblement ce 16 juin courant.

2. Nous félicitons plus particulièrement le Directoire Politique et les membres du Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi des accords (MCVS) pour avoir déjà installé 155 combattants dans la zone de rassemblement de Rugazi. Nous leur demandons d'accélérer le processus afin de hâter le soulagement de la population civile encore victime des affres de cette guerre, comme les meurtres liés au vol, les viols et autres coups et blessures qui accompagnent les pillages.

3. A ce propos, le Gouvernement demande aux dirigeants du PALIPEHUTU-FNL d'interdire fermement les pillages dont ses combattants se rendent encore coupables l'avant-veille, la veille ou le jour de leurs déplacements vers les camps de pré-rassemblement. En effet, dans la nuit du 15 au 16 juin 2008 des combattants du PALIPEHUTU-FNL ont pillé dans SOROREZO de la commune Kanyosha, ainsi que KAMABUYE et KIREMBA de la commune Kabezi. Bilan : une personne tuée, des articles de boutique emportés à KAMABUYE, du petit bétail ainsi que des objets de ménage emportés à SITWE et KIREMBA à Kabezi. Au 14 juin, sur la RN1 à Muberure, commune Mwisale et sur la RN7 à Nyabiraba, ce fut un théâtre désolant d'embuscades tendues pour piller. Cela s'avère scandaleux et inacceptable après la signature d'un cessez-le-feu.

4. Outre les pillages qui constituent une violation de l'accord

global du 7 septembre 2006, le Gouvernement rappelle aux dirigeants du PALIPEHUTU-FNL que l'art.1.9.1 de cet accord interdit de « recruter des forces supplémentaires » dès l'« entrée en vigueur du cessez-le-feu ». Voilà pourquoi le Gouvernement demande aux autorités de ce pays, à tous les niveaux depuis les collinaires jusqu'aux plus hautes institutions, d'être vigilantes et de dénoncer les recrutements massifs du PALIPEHUTU-FNL opérés après l'Accord Global de Cessez-le-feu.

5. Le Gouvernement remercie le Groupe des Envoyés Spéciaux sur le Burundi (GESB) pour sa Déclaration de Magaliesburg sur le processus de paix au Burundi le 10 juin 2008. Le Gouvernement apprécie fort tout le contenu de cette déclaration notamment le fait que « le GESB envisagera les voies et moyens d'apporter un soutien financier au Gouvernement du Burundi, afin de l'aider à faire face aux pressions dues à la flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant, et ainsi lui permettre de créer un environnement plus propice au processus de paix ».

6. Enfin, le Gouvernement demande à la Communauté internationale, qui a déjà fourni un apport considérable, de redoubler d'effort dans son immense contribution à la fourniture des vivres aux combattants du PALIPEHUTU-FNL afin de mettre fin aux prétextes pour piller.

**La Ministre de l'Information,
de la Communication, des
Relations avec le Parlement et
Porte - parole
du Gouvernement,
Hafsa Mossi**

Un groupe de Parlementaires canadiens reçu en audience par le Président Nkurunziza

Le Président de la République du Burundi S.E Pierre Nkurunziza a reçu le 25 juin 2008 une délégation de l'Association Parlementaire Canada- Afrique, conduite par le sénateur Raynell Andreychuk. Ils ont échangé sur la situation actuelle du pays après de la crise qui a éclaté en Octobre 1993.

A sa sortie d'audience, Mme Andreychuk a révélé à la presse que sa délégation est venue au Burundi pour se rendre compte de la façon dont le parlement burundais travaille pour apporter sa contribution et soutenir le processus de paix au Burundi. Les parlementaires canadiens ont pour mission de favoriser les échanges avec leurs homologues africains, et promouvoir une compréhension mutuelle des problèmes nationaux et internationaux.

Enfin, ils entendent instaurer un climat de coopération dans tous les domaines de l'activité humaine. L'Association est constituée de sénateurs et députés provenant de tous les partis politiques (gouvernement et opposition) représentés au parlement

canadien.



-Claude Nshimirimana

Visite historique du Président Nkurunziza à Marangara

La journée jeudi 19 juin 2008 fut 'historique' pour la population de la commune Marangara (province Ngozi, nord). C'est ce que déclara en substance l'Administrateur de cette commune, M. Emmanuel NTA CONSANZE dans son mot d'accueil prononcé lors de la visite de Son Excellence le Président Pierre Nkurunziza.



Selon l'administrateur, le Président actuel de la République du Burundi a marqué un événement inoubliable

dans l'histoire de cette commune car, depuis l'avènement de la République, il est l'unique Chef d'Etat à honorer cette localité d'une visite officielle. Un tel événement ne datait que du temps de la monarchie, sous le règne de Mwambutsa, a-t-il précisé.

Malgré cela, les administratifs à la base et d'autres représentants de la population des communes Ntega (province Kirundo, nord) et Marangara réunis autour du Chef de l'Etat se réjouissent de l'application rigoureuse des mesures prises en rapport avec la gratuité de la scolarité, des soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans et de la maternité.



Le Président Nkurunziza a félicité les autorités et la population de ces communes pour l'étape déjà franchie dans divers domaines de la vie communale. Il a promis un appui soutenu de sa part et de son gouvernement pour aider ces communes qui par ailleurs connaissent beaucoup de particularités de par leur passé, notamment les événements sanglants de 1998 dont les séquelles ne sont pas encore effacées. Il en a profité pour informer son auditoire de son intention d'instaurer une scolarisation gratuite et obligatoire pour tout enfant en âge scolaire.

Le Président a fustigé le comportement de certaines personnes qui, au lieu de se joindre aux efforts de développement, se livrent à l'oisiveté, aux grèves sans motifs valables. Il lancé un appel pressant à l'endroit des jeunes qui veulent se faire enrôler dans la rébellion, expliquant qu'il s'agit d'une perte de temps et d'énergie.

En réponse à l'inquiétude exprimée par ces populations d'avoir été oubliées par les anciennes autorités du pays depuis des années, le Chef de l'Etat leur a promis de dépêcher deux membres de son Gouvernement avant la fin du mois en cours pour étudier à fond certaines questions posées qui méritent une analyse approfondie afin d'y trouver des remèdes appropriés.

Certaines préoccupations de la population ont été résolues car le matériel informatique, des équipements de sport, des tôles, des vivres, etc ont été offerts par SE Pierre Nkurunziza.

-Gervais Abayeho

Pour une participation massive aux travaux de construction des infrastructures scolaires

Le vendredi, 20 juin 2008, SE le Président de la République du Burundi Pierre Nkurunziza a poursuivi sa visite dans les communes des provinces du nord du pays. Après son passage historique dans les communes de Ntega et Marangara, respectivement dans les provinces de Ngozi et Kirundo, c'était le tour de Vumbi et Tangara de Ngozi, Gashoho de Muyinga et Bugenyuzi de la province Karuzi.

Dans les communes Vumbi et Gashoho, les questions en rapport avec l'insuffisance des infrastructures scolaires et de leur équipement en électricité, les cas des vulnérables en besoin d'assistance matérielle, les départs de certains jeunes vers le FNL, ... ont été au centre des échanges.

Le Président Nkurunziza a lancé un vibrant appel pour une participation massive de la population aux travaux communautaires qui seront spécialement organisés en faveur de la scolarisation. Les mois de juillet et août devraient



permettre à toutes les communes de se construire au moins une école secondaire communale, a-t-il dit.

Il a réitéré sa promesse de donner tout autre matériel nécessaire que la population locale n'arrivera pas à se procurer, en l'occurrence les tôles, le ciment et les fers à béton.

Le Président Nkurunziza s'est également exprimé sur la collaboration qui doit exister entre les différentes communes et provinces du pays, mais aussi entre d'autres partenaires de notre région à travers diverses initiatives d'intégration régionale. C'est dans ce sens que lui-même a décidé, au cours de cette descente, de regrouper chaque fois des administratifs à la base de deux communes et deux provinces différentes.

L'ambiance était particulièrement bonne lors de la participation du Président de la République aux travaux communautaires sur la colline Rwandagara de la commune Bugenyuzi

-suite en page 7

Déclaration du CNC sur les médias électroniques de la désolation

Le Conseil National de la Communication (CNC) a rendu publique une déclaration le lundi 23 juin 2008 sur ce qu'il a qualifié de "médias électroniques de la désolation" en raison de la violation du code d'éthique dont ils se rendent coupable en incitant aux divisions et à la haine ethnique.

Nous vous proposons dans les lignes qui suivent l'intégralité de la déclaration :

LE CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION DEMANDE A TOUS LES MEDIAS DU BURUNDI DE DIFFUSER ET DE RELAYER CETTE ALERTE AUX MEDIAS ELECTONIQUES DE LA DESOLATION.

Le Conseil national de la communication appuie sur la sonnette d'alarme pour **ALERTER LES HOMMES ET LES FEMMES DES MEDIAS ET TOUS LES CONSOMMATEURS DES MEDIAS** que certains sites Internet violent, non seulement sur la loi sur la presse au Burundi mais aussi le premier article du code de déontologie de la presse burundaise qui indique que « le journaliste doit défendre les valeurs universelles d'humanisme, en particulier la paix, la tolérance, la démocratie, les droits de l'homme, le progrès social, la cohésion nationale dans le respect de la dignité de chaque citoyen ».

Rappelons que la loi régissant la Presse au Burundi s'applique à toute publication y compris sur l'Internet. Dans sa mission

constitutionnelle de promouvoir la liberté d'expression dans le respect de la loi, le C.N.C usera de tous les moyens légaux pour démasquer et faire poursuivre en justice les propriétaires et les animateurs de certains medias de la haine qui se développent sur l'Internet. On pourrait citer deux sites Internet : Burundi transparence et tutsi.org qui produisent des tracts sur Internet.

Nous encourageons les medias Burundaises à promouvoir la consolidation de la paix reportant plus souvent sur les dividendes de la paix comme les centaines des nouvelles écoles construites au Burundi, le succès des soins de santé infantiles et maternelles, la construction des routes, la sécurité qui s'améliore de plus en plus dans le pays, etc.

Nous prenons cette occasion pour féliciter le travail superbe réalisé par l'Observatoire de la Presse Burundaise (l'OPB en sigle) dans son rapport du mois de Mai 2008. Nous recommandons à chaque organe de presse, chaque radio, chaque télévision, chaque journal, d'organiser des réunions internes pour lire et intérioriser le rapport de l'OPB. Beaucoup d'erreurs professionnelles ont été relevées dans ce rapport de l'OPB et ce rapport peut servir de base pour l'amélioration de la pratique du métier de journaliste au Burundi.

**Le Président du Conseil National de la Communication
Madame Vestine NAHIMANA**

Pour une participation massive aux travaux de construction des infrastructures scolaires

-suite de la page 6

en Province Karuzi. Sur une distance de 4,5 kilomètres, SE Pierre NKURUNZIZA, marchant à pieds au milieu d'une foule de femmes, hommes, enfants, jeunes et vieillards ; briques cuites en mains, a donné sa contribution dans l'extension d'un Collège communal qui envisage d'ouvrir son deuxième cycle des humanités en septembre de cette année.



La dernière étape de sa descente a eu lieu en commune Tangara de la Province Ngozi où il a visité les infrastructures scolaires en construction, et celles déjà terminées qui attendent l'ouverture de l'année scolaire prochaine. Ce fut l'occasion d'inaugurer officiellement l'école primaire de Mugirampeke, construite par la population locale avec l'appui d'une Association des burundais de la diaspora basée à Bruxelles, EDUSAT (Education Santé pour tous).

Comme d'habitude, dans toutes les communes visitées, SE le

Président de la République n'a pas oublié de retrouver ses compatriotes sur terrain en train de vaquer à leurs activités au sein de diverses associations d'autopromotion communautaire.



Le Chef de l'Etat visite l'Association de Formation de Menuisiers de Gashoho (AFOMEGA)

-Gervais Abayeho

Le Président Nkurunziza invite les hommes d'affaires de la région à venir investir au Burundi

Le Président de la République du Burundi SE Pierre Nkurunziza a appelé les hommes d'affaires de la Communauté est africaine (CEA) à venir travailler au Burundi, disant que son pays regorge de beaucoup de potentialités économiques inexploitées.

Le Président Nkurunziza a lancé cet appel à l'occasion de la première conférence de la CEA sur les investissements tenue à Kigali, au Rwanda, du 26 au 28 juin 2008. Outre le Président burundais, les Présidents Paul Kagame du Rwanda, Yoweri Museveni de l'Ouganda et Président en exercice de la CEA, Mwai Kibaki du Kenya ainsi que Jakaya Kikwete de la Tanzanie avaient répondu présent aux assises de Kigali.

« Nous souhaitons la bienvenue à quiconque voudra venir investir chez nous... Nous sortons d'une longue période de crise politique mais aujourd'hui, l'heure est à la paix, à la reconstruction et à la redynamisation de notre économie », a plaidé le Numéro Un burundais, entouré par ses pairs de la région, sous les applaudissements de plus d'un millier d'hommes d'affaires venus du monde entier.

Il a promis « avantages et autres facilités » à ceux qui souhaiteraient investir au pays des mille collines, qualifiant le Burundi de « terrain vierge propice aux affaires ».

Aux opérateurs économiques et Officiels burundais présents au Forum, le Président leur a demandé de saisir l'opportunité pour parler des potentialités d'investissement et de Commerce, et ainsi signé des contrats d'affaires avec les opérateurs économiques régionaux et internationaux.

-Gervais Abayeho

Le Président Paul Kagame élu à la tête de la Communauté Est Africaine

Le Président de la République du Rwanda SE Paul Kagame a été élu, le jeudi 26 juin 2008 tard dans la soirée, Président de la Communauté est africaine (CEA) pour un mandat d'une année lors du 9^e Sommet des Chefs d'Etat de l'organisation régionale.

Le Président rwandais succède à son homologue ougandais, Yoweri Kaguta Museveni. Il a exhorté ses pairs de la Communauté à accélérer le processus d'intégration douanière, car selon lui, les retards observés sur l'octroi des autorisations d'entrée ou de sortie au niveau des frontières affectent négativement les affaires.

Dans cette perspective, le Président de la République du Burundi SE Pierre Nkurunziza a déclaré que son pays s'est déjà engagé à appliquer le Protocole sur l'Union douanière à partir du 1^{er} juillet 2009. Il a aussi indiqué que le Burundi se prépare à participer activement aux négociations en cours sur le Protocole portant sur le Marché Commun de la Communauté.

S'agissant de la Fédération Politique de la Communauté, le Président Nkurunziza a révélé qu'un Comité national consultatif est à pied d'œuvre depuis fin février pour évaluer le niveau de prise de conscience de la population burundaise, et recueillir ses opinions sur la mise en place de cette Fédération.

Le Président burundais s'est réjoui du retour à Bujumbura du leadership du Mouvement Palipehutu-Fnl, expliquant qu'il s'agit d'une "étape importante" dans le processus de paix qui va permettre au pays d'élaborer des projets de développement dans un climat de sérénité.

Au cours de ce Sommet, les Chefs d'Etat ont procédé à la re-constitution de la Cour de justice de la CEA, dont les nouveaux juges ont prêté serment devant eux.

La nouvelle Cour de justice est présidée par le Kenyan Joseph Mulenga, secondé par le Tanzanien Harold Nsekela. Le Burundi est représenté à cette Cour par Jean Bosco Butasi et Laurent Nzoyisaba.

-Gervais Abayeho

La Fête de l'Indépendance célébrée sous le signe de la paix retrouvée dans le pays

Le Burundi a célébré mardi le 1^{er} juillet 2008, le 46^e anniversaire de son Indépendance sous le signe de la paix et de la sécurité retrouvées sur le tout le territoire national, en présence du chef du dernier Mouvement rebelle, le Palipehutu-Fnl, M. Agathon Rwasa rentré récemment au pays après plus de vingt ans d'exil.

Dans son discours de circonstance, le Président de la République SE Pierre Nkurunziza a indiqué que le retour d'Agathon Rwasa et sa présence aux cérémonies de la Fête de l'Indépendance constituent « un pas historique » pour le pays.

« Je vous félicite Monsieur Agathon Rwasa pour avoir pris la décision de regagner le bercaïl pour qu'enfin nous puissions bâtir le pays ensemble », a souligné la Président en se tournant vers le chef rebelle, sous les applaudissements nourris du public.

Une batterie de journalistes photographes représentant la presse locale et étrangère se bouscailaient pour prendre l'image du leader emblématique du Palipehutu-Fnl qui était assis à côté de l'Ambassadeur Jérémie Ngendakumana, président du parti Cndd-Fdd.

Faisant allusion à l'accord de cessez-le-feu conclu il y a près de deux ans entre le Mouvement rebelle et le Gouvernement et dont la mise en application devrait intervenir bientôt, le Président Nkurunziza a indiqué que les forces de défense et de sécurité qui, hier, étaient engagées au combat vont désormais s'occuper à lutter contre le banditisme et autres formes de criminalité. Il a invité la jeunesse à ne pas prêter oreille à ceux qui la manipulent et la désorientent.

Le Président Nkurunziza a exhorté ses compatriotes à aimer leur pays et à s'atteler au travail, disant que c'est là « la base de l'Indépendance véritable ». Il a relevé avec satisfaction les réalisations faites depuis l'Indépendance jusqu'à ce jour, notamment dans les domaines du transport, de l'énergie, de l'éducation et de l'économie.

Il a par ailleurs rappelé que le gouvernement vient de lancer les cadres de dialogue pour donner l'occasion à tout citoyen de donner sa contribution au développement et à la reconstruction d'un pays déchiré par plus d'une décennie de guerre civile.

Les cérémonies avaient, comme à l'accoutumée, débuté par le dépôt des gerbes de fleurs au mausolée du Prince Louis Rwagasore et à la place de l'Indépendance, et se sont poursuivies au Boulevard de l'Indépendance dans une ambiance de fête ponctuée de chansons et de danses traditionnelles.

Les moments forts de la Fête ont notamment été marqués par le défilé tant attendu des Forces de défense et de sécurité.

Parmi les invités venant des pays amis figuraient le Ministre rwandais Charles Muligande et un Ministre d'Etat du Congo Brazzaville qui ont livré au Président et au peuple burundais un message de paix et d'unité.

D'autres délégations étaient venues d'Algérie, d'Arabie Saoudite, d'Ethiopie, d'Indonésie, de Grande Bretagne, du Mozambique, du Soudan, de la Zambie, de Djibouti et de la Somalie.

-Gervais Abayeho

La Communauté Est Africaine va contribuer pour les 3/4 des cotisations du Burundi pendant deux ans

Les Chefs de l'Etat de la Communauté Est Africaine (CEA) ont accepté de contribuer trois millions de dollars (3.000.000\$) pour le Burundi pour alléger sa dette annuelle envers la Communauté, et ce pour une durée de deux ans.

L'annonce a été faite par le Président de la République SE Pierre Nkurunziza le vendredi 27 juin 2008 à son retour de Kigali (Rwanda), où il venait de participer au 9^e Sommet des Chefs d'Etat de la Communauté.

« La décision salutaire a été prise en raison de la situation particulière dans laquelle se trouve le Burundi en tant que pays post-conflit », a indiqué à la presse le Président Nkurunziza. « Au lieu de quatre millions de dollars de contribution annuelle, le Burundi ne paiera qu'un million », a-t-il précisé.

« C'est un signe très important qui montre combien la Communauté Est Africaine est très solidaire avec le Burundi », s'est-il félicité.

Le Burundi, tout comme son voisin du nord le Rwanda, a officiellement été admis au sein de la CEA le 1^{er} juillet 2007. Ils y ont rejoint les trois membres traditionnels de la Communauté, à savoir le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

Lors des assises de Kigali, le Chef de l'Etat burundais a promis que son pays va appliquer le protocole de l'union douanière à partir du 1^{er} juillet 2009 et supprimer les frais de visa pour les ressortissants tanzaniens. Les deux pays étaient jusqu'ici les derniers de la Communauté à imposer des frais de visa à leurs citoyens.

En marge du Sommet de la CEA s'est tenue la première conférence de la Communauté sur les investissements. Le Président Nkurunziza a encouragé les hommes d'affaire de la région à venir investir au Burundi, « un pays qui regorge de beaucoup de potentialités ». Il a souligné que le retour des dirigeants du Palipehutu-Fnl à Bujumbura est un signal très fort pour quiconque voudrait travailler au Burundi.

-Gervais Abayeho

Participation du Premier Vice-Président de la République au Huitième Sommet Léon H. Sullivan à Arusha en Tanzanie

Le Premier Vice Président de la République, S.E Dr Yves Sahinguvu s'est rendu à Arusha en Tanzanie où il a participé au huitième Sommet Léon H. Sullivan.

Ce Sommet qui a débuté le lundi 2 juin 2008 au Centre International des Conférences à Arusha a été officiellement ouvert par le Président Tanzanien S.E Jakaya KIKWETE Mrisho, en présence des hautes personnalités africaines et américaines, notamment le Premier Vice Président de la République du Burundi, S.E Dr Yves SAHINGUVU, l'ancien Président Nigérian Olusegun OBASANJO, le Secrétaire d'Etat Américain de l'Intérieur Dirk Kempthorne, une forte délégation américaine de la Fondation Léon H. Sullivan et d'investisseurs.

D'autres chefs d'Etats africains sont arrivés le lendemain à Arusha pour participer à une plénière présidentielle au cours de ce même sommet. Au moins 3000 délégués des différents pays participaient à ce sommet visant l'amélioration et la promotion de la situation socio-économique africaine. La délégation burundaise conduite par Son Excellence le Premier Vice-Président de la République en a profité pour faire des contacts avec ces investisseurs américains afin qu'ils viennent investir au Burundi.

Dans son discours au cours de la plénière présidentielle, le Premier Vice-Président de la République du Burundi a présenté la situation socio-politique qui régnait dans le pays. Il a indiqué qu'il prend la parole pour porter loin la voix du Burundi qui sort d'une longue guerre, soulignant que le processus de paix venait d'aboutir à la mise en application définitive des accords signés entre tous les belligérants. L'on est maintenant à la phase de reconstruction d'un pays réconcilié, a précisé S.E Dr Yves SAHINGUVU sous l'acclamation de tous les participants à ce sommet.

Le contenu des exposés montrait bien qu'il doit y avoir des relations entre l'Afrique et la Diaspora des Etats Unis d'Amérique, a-t-il souligné. Il a par la suite tracé le portrait touristique du Burundi en vue d'attirer les participants à la découverte de ce pays aux nombreuses opportunités touristiques.

Il a entre autres parlé de la beauté du Lac Tanganyika, ce lac aux eaux les plus douces et le 2ème en profondeur au niveau mondial après le Lac **Bercaill**. Il a également fait savoir que c'est au Burundi où se trouve la source la plus méridionale du Nil, ce grand fleuve qui alimente les pays de la Communauté Est Africaine et

l'Afrique du Nord.

Après avoir présenté ce portrait du Burundi, le Premier Vice -Président de la République a fait appel à tout le monde de venir constater toutes ces opportunités en vue d'y investir, précisant que le Burundi est ouvert aux investissements extérieurs.

Signalons qu'une rencontre entre S.E le Président Tanzanien M.Jakaya Kikwete et S.E le Premier Vice Président Burundais Dr Yves SAHINGUVU a eu lieu en marge de ce sommet pour parler des acquis de ce grand rassemblement et de la coopération entre le Burundi et la Tanzanie.

Notez que c'est le Rwanda qui a été choisi pour abriter le prochain Sommet Léon H. Sullivan qui aura lieu en 2010 puisqu'il se tient une fois les deux ans. La passation du témoin entre le Chef d'Etat Tanzanien Jakaya KIKWETE et Paul KAGAME Président du Rwanda a eu lieu dans une cérémonie grandiose.

-Desiré Ndagijimana



La Banque Mondiale reste engagée à appuyer le Burundi dans ce moment crucial de son histoire

En visite au Burundi le 19 juin 2008, le Directeur des Opérations de la Banque Mondiale pour le Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie Monsieur John MURRAY MCINTIRE a été reçu en audience par le Premier Vice-Président de la République. Les deux autorités ont échangé sur les projets financés par la Banque Mondiale au Burundi. Son Excellence Dr Yves SAHINGUVU a par cette occasion remercié la Banque Mondiale pour tous les projets qu'elle appuie au Burundi.

Concernant le programme de Gouvernance et de lutte contre la Corruption appuyé par la Banque Mondiale, le Premier Vice-Président de la République a expliqué à son hôte qu'une Etude sur la Gouvernance et la Corruption a été réalisée, dans le but de dresser un diagnostic sur l'ampleur de la Corruption et la mauvaise Gouvernance au Burundi et d'avoir des repères qui permettront d'évaluer les performances réalisées dans le cadre de la bonne gouvernance et dans la lutte contre la corruption.



C'est sur base de cette étude que le Gouvernement organisera des activités pour la promotion de la Bonne Gouvernance et la lutte contre la Corruption. Le Directeur des Opérations a souhaité que les burundais deviennent propriétaires des conclusions de cette étude.

Quant au Projet de Démobilisation, Réinstallation et Réinsertion économique, le Premier Vice-président de la République a

sollicité sa prolongation pour une durée de deux ans, afin de terminer avec succès le processus de paix en cours.

Il a par ailleurs demandé à la Banque Mondiale de revoir à la hausse le montant de réintégration de 600.000 FBU étant donné que ce montant ne représente plus la même valeur qu'en 2002.

Son Excellence Dr Yves SAHINGUVU a également demandé à Son Hôte, l'appui de la Banque Mondiale pour accueillir les milliers de rapatriés en provenance de la Tanzanie, étant donné que cette dernière s'apprête à fermer les camps au mois de Décembre prochain. Se réjouissant de la bonne collaboration entre la Banque Mondiale et le Burundi, le Premier Vice-Président de la République a souligné que le Gouvernement reste disposé à maintenir cette collaboration au bon fixe.

Monsieur John MURRAY MCINTIRE a pris note de toutes ces préoccupations et a affirmé à Son Excellence Dr Yves SAHINGUVU que la Banque Mondiale reste engagée à appuyer le Burundi dans ce moment crucial de son histoire.

-Desiré Ndagijimana

Le Premier Vice-Président de la République inaugure de l'école primaire RUTEGA

Le Premier Vice-Président de la République, Son Excellence Dr Yves SAHINGUVU a procédé, le samedi 21 juin 2008, à l'inauguration officielle de l'Ecole Primaire de RUTEGA située en Commune BISORO de la Province de MWARO.

Cette quatorzième école à BISORO a été construite par l'Association des Amis de la Commune BISORO (AACOBI), avec le financement du Gouvernement Fédéral d'Allemagne, des Amis d'Abstadt (région de l'Allemagne) et des Amis de la région de Chamailerie en France.

Dans son discours de circonstance, le Premier Vice-Président de la République a salué cette initiative et a affirmé que le

Gouvernement soutiendra toujours de telles initiatives.

Il a à cette même occasion remercié les enseignants des classes de 6^{ème} Année de cette Commune, du fait que BISORO s'est classée première à la réussite du Concours National. Il a demandé au Ministre de l'Education Nationale de leur accorder une cotation « Elite ».

Le Premier Vice-Président de la République n'a pas manqué de dénoncer les mauvais comportements des enfants qui s'adonnent à des actes de violences envers leurs éducateurs. Il en a profité pour demander aux parents de continuer à suivre de près leurs enfants pour appuyer les enseignants et décourager de tels comportements.

-Desiré Ndagijimana

Le Premier Vice-Président de la République préside le forum politique de validation du rapport de la mise en oeuvre du CSCP

Dans Son discours d'ouverture, le Premier Vice-Président de la République a indiqué que la tenue du Forum politique de validation du Rapport Intérimaire de la mise en oeuvre du Cadre Stratégique pour la Consolidation de la Paix au Burundi, est une étape importante, en ce sens qu'elle prouve la détermination du Gouvernement à mettre en oeuvre le mécanisme d'une part, et que d'autre part, il affronte les défis à la consolidation de la paix sans faux fuyants.

Le cadre stratégique ne se suffit pas à lui seul pour faire face à tous les défis de consolidation de la paix, a précisé Son Excellence Dr Yves SAHINGUVU, indiquant qu'il a pour complément le Cadre Stratégique pour la Lutte contre la Pauvreté dont il reflète largement le contenu.

Pour le Premier Vice-Président de la République, ce forum a été par ailleurs, une occasion de confirmer que le Gouvernement reste engagé à observer les principes directeurs qui guident la gestion en partenariat des programmes de consolidation de la paix. I

Concernant les perspectives d'avenir, il a fait savoir que l'étape d'aujourd'hui, celle d'analyse du rapport de mise en oeuvre du cadre stratégique pour la consolidation de la paix est une première étape qui sera suivie par d'autres étapes, notamment la réunion de la Commission de Consolidation de la Paix prévue en date du 23 Juin à New York, au cours de

laquelle, le rapport sera analysé.

Le Premier Vice-Président de la République a terminé son discours en demandant aux partenaires internationaux représentés à Bujumbura de contribuer autant que possible en plaidant pour le Burundi, afin qu'il puisse bénéficier des moyens dont il a besoin pour une consolidation de la paix effective et rapide.



-Desiré Ndagijimana

Pour un service de renseignements respectueux de l'état de droit et de la dignité humaine

Le Premier Vice-Président de la République, Son Excellence Dr Yves SAHINGUVU a procédé, le lundi 23 juin 2008, au lancement du projet « Appui pour un Service National de Renseignements Respectueux de l'Etat de droit ».

Ce projet qui vise à donner une bonne image au service de Renseignement rentre dans le cadre du programme global de Consolidation de la Paix. Dans son discours de lancement officiel de ce projet, le Premier Vice-Président de la République a exprimé son souhait de voir les transformations positives opérées au sein de cette institution suite aux thèmes qui allaient faire objet des travaux de ce projet.

Dr Yves SAHINGUVU a exhorté les responsables de ce service à servir un bon exemple et de sanctionner sévèrement ceux qui transgresseront la loi dans l'exercice

de leurs fonctions.

Le Premier Vice-Président de la République a en outre affirmé que le Gouvernement continuera à aider le Service National de Renseignements en organisant des formations pour son personnel et en lui donnant des moyens nécessaires pour accomplir ses missions de protéger la population et ses biens dans le strict respect de l'Etat de droit.

Notons la présence d'un certain nombre de hautes personnalités aux cérémonies de lancement de ce projet. C'est notamment le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies à Bujumbura Mahmoud Youssef, des membres du Sénat et de l'Assemblée Nationale, des membres du Gouvernement et les Représentants des corps diplomatiques et consulaires accrédités à Bujumbura.

-Desiré Ndagijimana

Séance de travail entre le Premier Vice-Président de la République et les membres de la Commission Nationale Terres et autres Biens et les Gouverneurs de Provinces

Le Premier Vice-Président de la République du Burundi S.E Dr Yves SAHINGUVU a réuni autour de lui, le mardi 10 juin 2008, dans les enceintes d'Orphan's Aid à Bujumbura, les membres de la Commission Nationale Terres et Autres Biens (CNTB) et les Gouverneurs de provinces en vue d'échanger sur la manière d'améliorer les relations de collaboration entre l'Administration territoriale et la Commission des Terres et Autres Biens dans la gestion des conflits fonciers et dans la récupération des terres irrégulièrement acquises.

Dans son discours d'ouverture, le Premier Vice-Président a souhaité que la rencontre avec les Gouverneurs puisse aboutir à de bonnes prestations qui vont éclairer les membres de la Commission et faciliter davantage l'accomplissement de leur mission. Il a demandé à chacun d'apporter sa contribution pour que la Commission puisse améliorer les résultats et avancer rapidement.

Après la présentation du bilan des activités de la CNTB durant les

deux ans qu'elle vient de passer, il a épinglé quelques grands problèmes qui handicapent la Commission Nationale Terres et Autres Biens :

Le volume élevé des plaintes : 10451 plaintes foncières, 18171 plaintes des autres biens, la complexité de ces conflits, la confusion qui plane sur d'autres biens, l'urgence des dossiers des personnes vulnérables, la non exécution des jugements rendus, le manque de témoignage surtout pour des dossiers de 1972, la non participation des Conseillers des Gouverneurs aux travaux de la délégation provinciale, la rentrée massive des réfugiés, l'exiguïté des terres.

Des conclusions et recommandations ont été formulées après les débats et échanges à l'endroit du Gouvernement, de l'Administration provinciale, de l'Administration à la base et à la Commission.

-Dieudonné Kamaranyota

L'Envoyé Special de l'EU salut le retour du Palipehutu-Fnl à Bujumbura

L'Envoyé spécial de l'Union Européenne (UE) dans la région des Grands lacs, Roeland van de Geer s'est réjoui le mercredi 25 juin 2008 du retour du Mouvement Palipehutu-Fnl à Bujumbura, estimant que l'espoir pour une paix durable est désormais permis dans ce petit pays d'Afrique centrale déchiré par plus d'une décennie de guerre civile. C'était au cours d'une audience que venait de lui accorder le Président de la République du Burundi, SE Pierre Nkurunziza.

Le diplomate néerlandais a confié à SE Pierre Nkurunziza que le leader du dernier Mouvement rebelle lui a semblé ouvert et disposé à faire avancer le processus de paix. Le retour des Fnl est important pour l'ensemble du processus de paix dans la région, a-t-il analysé, promettant davantage de soutien dans la mise en application des accords de cessez-le-feu.

Pour sa part, la Président Nkurunziza a apprécié la position de l'UE, invitant la Communauté internationale à faire pression afin que le processus avance vite. Il a suggéré qu'un « calendrier rigoureux » d'application des accords soit élaboré pour que l'opinion sache l'état d'avancement des travaux sur certaines dispositions telles que le rassemblement des combattants, l'Accord technique des forces (ATF), la démobilisation, la réintégration à l'armée, etc.

Le Président burundais s'est étonné que le Mouvement continue à recruter des jeunes, près de deux ans après la signature des accords de cessation des hostilités. Il a invité le facilitateur et le Directoire politique à s'impliquer « réellement ». « Les

tergiversations engendrent des confusions », a-t-il fait remarquer.

S'agissant de la récente décision de la Cour constitutionnelle excluant 22 députés de l'Assemblée nationale, l'Ambassadeur Geer a estimé qu'« il s'agit d'une décision d'un Etat souverain ». Il a cependant dit que l'UE européenne suit de près l'évolution de la situation à la Chambre basse du Parlement burundais.

L'UE s'est en outre engagée à poursuivre sa coopération au développement, en apportant son soutien à la reconstruction du Burundi.



-Gervais Abayeho

Adieu SBF, Bonjour ECOBANK!

Le vendredi 13 juin 2008, au siège de l'ex-SBF, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a inauguré la banque « ECOBANK Burundi », une banque qui vient en remplacement de la Société Burundaise de Financement, SBF en sigle.

Dans son discours de circonstance, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a souhaité la bienvenue à la banque ECOBANK et lui a demandé d'impulser le développement bancaire et de constituer un maillon solide de l'épargne vers la promotion de l'investissement à long terme.

Il a ensuite fait savoir que la crise qu'a traversée le Burundi a aussi touché le secteur bancaire. Le pays a connu beaucoup de créances impayées, la hausse de l'inflation, la baisse du paiement des impôts, la hausse des taux d'intérêt, et par conséquent la baisse de l'épargne. Il a déclaré que ECOBANK pourrait contribuer à la baisse des taux d'intérêt des crédits contractés.

Le Président du Conseil d'Administration sortant a indiqué que la Banque SBF a commencé les activités en 1981 comme un

établissement financier sur l'initiative du pouvoir public et que c'est en 2003 que le gouvernement l'a autorisée à travailler comme une banque commerciale.

Cette banque ECOBANK vient au point nommé car elle pourra aider le Burundi à s'intégrer dans les communautés régionales comme la Communauté Est Africaine et le COMESA.



L'Administrateur Directeur Général de l'ECOBANK, Monsieur Christian Assossou, a indiqué que l'ECOBANK mettra à la disposition de ses clients les services d'Internet, intranet, e-mail, site-internet, vidéo conférence, service comptable client, retrait en ligne, transaction automatisée, télécommunication centralisée, paiement électronique, service carte et autres.

Il a déclaré que l'ECOBANK dispose d'un service d'excellente qualité et qu'en 2007 elle avait un capital social de 700 millions de USD. Parmi ses missions, c'est de lutter contre le blanchissement des capitaux.

Le Burundi devient le 23ème pays après le Rwanda dans lequel l'ECOBANK est implantée depuis sa création en 1985. Elle compte plus de 450 bureaux et agences opérationnelles dans 22 pays africains.

-Rénovat Nimbona



À l'arrivée de SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République



SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République appose sa signature dans le livre d'or de l'ECOBANK



CNCA-GCP

Recenser les erreurs commises dans la mise en oeuvre du CSLP et CSCP

En date du 13 juin 2008, à l'Ophan's Aid, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a procédé à l'ouverture de la première réunion du forum stratégique du Groupe de Coordination des Partenaires (GCP).

Cette réunion avait pour objet la formulation des stratégies visant une mise en oeuvre effective du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et le Cadre Stratégique pour la Consolidation de la Paix (CSCP). Il était aussi question de l'élaboration d'un cadre stratégique et réglementaire de la coordination des aides.

Dans son discours d'ouverture, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a indiqué que cette réunion marquait le début du fonctionnement effectif du GCP. Il a aussi interpellé les partenaires de se concerter pour désigner un représentant chef de file pour chaque groupe sectoriel et co-président du GCP.

Il a aussi demandé aux partenaires et hauts cadres de l'Etat d'élaborer ensemble un programme d'activités trimestrielles ou semestrielles du GCP pour permettre d'avoir une certaine visibilité et cohérence par rapport aux activités de la mise en

oeuvre du CSLP et CSCP.

Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a déclaré qu'il avait l'espoir que de cette réunion sortent des propositions et rapports constructifs au profit du processus de consolidation de la paix et de la mise en oeuvre du CSLP.



De son côté, le Vice-Ministre du Plan a indiqué que ladite réunion traduisait la volonté de cheminer ensemble pour rendre opérationnel le cadre de concertation afin de prendre de décisions collégiales sur toutes les questions en rapport avec les deux cadres stratégiques.

Il a aussi déclaré que la réunion du forum est l'occasion de recenser les erreurs commises dans le processus de la mise en oeuvre des deux cadres et de trouver les solutions appropriées afin de prendre l'envol avec plus d'assurance vers la réalisation des objectifs de développement et de consolidation de la paix.

-Rénovat Nimbona

Préparation de la lettre foncière et Révision du Code Foncier

En date du 24 juin 2008, à l'Hôtel Source du Nil, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a officiellement lancé des travaux du Comité Technique Interministériel élargi chargé de préparer une lettre de politique foncière et d'organiser la révision du code foncier.

Dans son discours de circonstance, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a indiqué que la problématique foncière constitue une source d'insécurité assez préoccupante qui ne favorise pas la lutte contre la pauvreté raison pour laquelle le gouvernement du Burundi a pris la ferme résolution d'inscrire la politique foncière dans les grandes orientations du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté.

Il a indiqué que la vision finale de cette politique sera orientée vers une gestion foncière efficace et plus favorable à l'investissement privé national et étranger ; à une plus grande production agricole ; à la gestion, à la protection, à la restauration durable des ressources naturelles ; au développement des collectivités territoriales décentralisées par la mise sur pied d'outils adaptés à la gestion territoriale et fiscale ainsi qu'au renforcement de la cohésion sociale au niveau local et communal.

Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a dit que la mise en oeuvre efficace de cette politique foncière interpelle une concertation avec la population, les intervenants en matière foncière et les partenaires du Gouvernement burundais. Donc, il sera organisé une large consultation populaire pour fonder la réforme sur les aspirations les plus profondes et légitimes de la population, principal usager du foncier, a-t-il ajouté.



-Rénovat Nimbona



SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République (centre), le Ministre des Transports, Postes et Télécommunications (à droite), le Représentant du Programme Gutwara Neza (à gauche)

La journée de l'Enfant Africain célébrée à Ruyigi

Le lundi 16 juin 2008, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a effectué une descente de travail à RUYIGI. Cette descente avait pour objet la célébration de la Journée de l'Enfant Africain, une fête qui a eu lieu au chef lieu de la province RUYIGI.

Dans son discours de circonstances, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a rappelé les objectifs de la journée de l'enfant africain, notamment la recherche des solutions aux problèmes et un moment propice d'expression de leurs opinions.

Il est revenu sur les vices dont les enfants sont victimes dans leur vie quotidienne, à savoir les activités génératrices de revenus ou la mendicité. Ils sont aussi victimes du VIH/SIDA, de viols de tout genre, recrutés par les bandes armées.

Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a plaidé pour que l'enfant africain soit pris au même pied d'égalité que les autres enfants du monde.

Il n'a pas manqué de mentionner les initiatives de l'Etat burundais pour une amélioration du mode de vie des enfants, à savoir la gratuite de scolarisation de base et des soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans et la démobilisation des enfants soldats et leur réhabilitation dans la vie scolaire. Les parents ont été aussi interpellés à écouter les doléances et les avis des enfants lors de la prise des décisions familiales.

Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République était accompagné par la Ministre de la Solidarité Nationale, du Rapatriement, de la Reconstruction Nationale, de Droits de la Personne Humaine et du Genre, Mme Immaculée NAHAYO.

Les cérémonies de ladite journée ont été agrémentées par un défilé des écoliers, les danses, les chansons, les poèmes et de petits numéros amusants.

Après la remise des prix aux écoliers qui ont excellé à un concours

et les certificats aux enfants qui ont pris le premier rang aux compétitions internationales de dessins et de journalistes enfants. Les enfants burundais se sont bien classés aux compétitions internationales et leurs photos seront publiées aux terrains de jeux olympiques qui se dérouleront en Chine.

D'autres personnalités ont prononcé leurs mots de circonstance, il s'agissait entre autres du gouverneur de la province RUYIGI, un représentant des enfants, un représentant de l'UNICEF et la Ministre de la Solidarité Nationale, du Rapatriement, de la Reconstruction Nationale, de Droits de la Personne Humaine et du Genre.

Généralement, ils ont rappelé l'origine de la Journée de l'Enfant Africain qui est les massacres de SOWETO en Afrique du Sud, le 05 juin 1976, où plus de 500 enfants ont été sauvagement massacrés pour de causes de l'apartheid qui visait la discrimination raciale des blancs contre les noirs.

Ils ont salué les initiatives du gouvernement burundais pour un avenir meilleur des enfants, mais ont toutefois plaidé pour que l'enfant soit d'avantage écouté, protégé et donné l'occasion de s'exprimer lors de la planification des programmes du gouvernement pour qu'ils soulèvent leurs besoins ou proposent des solutions à leurs problèmes.

Celui qui avait représenté l'UNICEF a dit que les droits humains sont interdépendants et indivisibles pour dire que les enfants devraient avoir les mêmes droits que les adultes.

-Rénovat Nimbona



Lancement du Projet d'Infrastructure de Communication à fibre optique

En date du 20 juin 2008, à l'Hôtel Source du Nil, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a officiellement lancé le Projet d'Infrastructure de Communications (CIP-2), un projet financé sur un don de 20,1 millions de USD de la Banque Mondiale et qui a le but ultime de diminuer les coûts de communication.

Le Ministre des Transports, Postes et Télécommunications, M. Philippe NJONI, a remercié Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République pour les efforts consentis en tant que Président de la Commission Nationale chargée de la Société d'Information dont la mission principale est la coordination, la mise en œuvre et le suivi de la politique nationale de développement des TIC. Ses remerciements s'étendent également au Chef de l'Etat car c'est grâce à sa contribution personnelle que le projet a pu évoluer et atteindre l'étape actuelle.

Ce projet qui connaît son lancement officiel inclus le câble

dans d'autres pays du monde.

Elle a ajouté que la Banque Mondiale a la mission d'assister le SETIC (Secrétariat Exécutif) et le gouvernement de sorte que les objectifs visés soient atteints pour le bien être de tous les Burundais.

Vue partielle des membres du gouvernement présents à l'ouverture du projet CIP-2



Dans son discours de circonstance, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a indiqué que ce projet traduit la volonté politique et le souci du gouvernement de développer le secteur des Télécommunications, des Technologies de l'Information et de la Communication et d'en faire profiter les avantages à tous les habitants du Burundi.

Il a déclaré que ce projet constitue une concrétisation des promesses annoncées lors de la Table Ronde des partenaires du Burundi tenue à Bujumbura les 24 et 25 mai 2007.

Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République n'a pas manqué de dire que le Projet CIP-2 vient renforcer le secteur privé car une partie du don servira à subventionner, à plus de 50% du montant, l'entreprise privée, le *Burundi Backbone System*, pour implanter et exploiter l'infrastructure nationale à fibre optique.

Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a précisé qu'il s'avère nécessaire de construire un réseau métropolitain de câbles à fibre optiques à Bujumbura pour interconnecter les institutions de la République et autres services gouvernementaux.

-Rénovat Nimbona

sous-marin avec des stations d'amarrages « Land Extension » qui traversera l'Afrique du Sud, Madagascar, la Tanzanie, le Kenya, Somalie, Soudan, Djibouti. Ensuite, il reliera le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie, dénommé le boucle de l'Est « Est African Backbone ». En fin, un réseau de Backbone national dans chaque pays.

De la part de la Banque Mondiale, la coordinatrice de ce projet auprès de la Banque Mondiale a dit que ce projet aura comme résultats la baisse du coût d'accès international sera de l'ordre de 70 à 80%, le niveau des prix pratiqués

Le Directeur Exécutif Adjoint de Global Alliance for Vaccine and Immunisation reçu en audience

Le mercredi 18 juin 2008, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président a reçu en audience au délégation de *Global Alliance For Vaccine and Immunisation* (GAVI) conduite par le Directeur Exécutif Adjoint, en présence du Ministre de la Santé et de la Lutte contre le Sida et du Directeur Général du Budget.

Au début de l'audience, le Ministre de la santé a déclaré que la réunion visait à trouver une solution au problème d'un milliard de fbu qui s'est posé lorsque les comptes extrabudgétaires ont été réduits sur décision de l'ancienne ministre Denise SINANKWA.

Il a indiqué que le gouvernement avait pu placer 400 mille dollars américains sur un compte ouvert par le ministère des finances mais qu'il manquait encore 1 million de dollars. Le Ministre GIKORO a précisé que lors d'une mission qu'il a effectuée à Genève en mai dernier, il avait rencontré les autorités de GAVI et laissé croire que le gouvernement allait alimenter le compte pour constituer le montant qui a été détourné.

Le Directeur Exécutif Adjoint de GAVI a dit que le Burundi est un pays important pour son organisation et que GAVI finançait la vaccination et appuie les provinces de Bururi, Mwaro, Gitega et Kayanza. Il a indiqué que le taux de couverture de 90% était le plus haut du monde et qu'il y a eu beaucoup d'efforts à saluer du côté burundais. Il a félicité le Burundi et rappelé que GAVI était l'une des sources de financements à côté de la Banque Mondiale et de l'O.M.S. Il a dit que la visite de la délégation visait à faire part

aux autorités burundaises d'une préoccupation concernant le compte P.E.V fermé en 2007.

Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président a remercié GAVI pour les aides qu'il accorde au Burundi. Il a dit que si la vaccination avance très bien, c'était grâce aux appuis de GAVI. Il a demandé à GAVI de continuer à soutenir le Burundi et a regretté le détournement des fonds par quelqu'un qui était chargé de gérer la caisse de l'Etat. Il a été convenu que le million de dollars allait être disponibilisé au cours du premier trimestre 2009.

-Daniel Kabuto



A Gitega, pour l'atelier organisé par le Projet Cadres de dialogue

Du 25 au 27 juin 2008, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a participé à l'atelier organisé par le Projet « Cadres de dialogue » tenu au Grand Séminaire Jean Paul II de Gitega. Après le mot de bienvenue du gouverneur de Gitega, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président a prononcé le discours d'ouverture dudit atelier. Il a rappelé que c'était au mois de février de cette année que le Président de la République avait procédé au lancement officiel des activités du Projet Cadres de Dialogue, un projet du gouvernement burundais avec l'appui du BINUB.

Il a souligné que le Projet a pour finalité de mettre en place des cadres de dialogue et de concertation entre les partenaires nationaux. Il a indiqué que le premier forum qui venait d'avoir lieu la semaine précédente avait permis de définir les modalités permettant de mettre en commun les préoccupations de tout le monde et d'en tirer les contributions susceptibles d'aider le gouvernement dans l'édification d'une société plus stable, plus sûre et plus juste. Il a formulé le vœu, qu'au terme de la session, des actions, des orientations et des engagements soient arrêtés pour garantir la pérennisation des fruits du dialogue.

Il faut signaler qu'au cours de l'atelier, des questions relatives à la différence entre le débat et le dialogue, aux axes du CSLP, à la vision d'un leadership étatique et aux actions à mener à court, moyen et long termes ont été abordées. Parmi les actions à court terme, il a été recommandé de tout faire pour mettre en application les Accords signés avec le Mouvement Palipehutu-Fnl, d'accélérer le désarmement de la population, de mener une campagne de moralisation et de sensibilisation sur toutes les formes de violences faites aux femmes et aux enseignants, de prendre des mesures d'accompagnement en faveur des démobilisés, des rapatriés et des

déplacés de l'intérieur du pays.

Il a été recommandé de préparer la révision budgétaire en accordant la priorité à l'agriculture (encourager l'irrigation des plaines de l'Imbo et du Moso, stopper l'extension de la ville dans la plaine de Bujumbura). Parmi les mesures à moyen terme, il a été proposé de prendre des mesures en faveur de la limitation des naissances, la réforme de l'habitat rural pour privilégier la construction des villages près des axes routiers, de doter le pays d'infrastructures socio économiques suffisantes et de qualité, d'intensifier la lutte contre le sida et le chômage de la jeunesse.

A long terme, il a été recommandé de faire du Burundi un pays stable, développé, ouvert au monde entier et respectueux des droits de l'homme. Les participants ont salué les plans de vision Bujumbura 2030, Gitega 2030, Ngozi 2060 ou Rumonge 2030 qui s'avéraient réalisables à condition d'avoir l'ambition et la volonté de développer le pays. La leçon retenue est au demeurant restée celle du conférencier

qui a souligné que le dialogue est un bien immatériel qui produit beaucoup de biens matériels.



-Daniel Kabuto

Le Ministre Hollandais de la Coopération reçu en audience

Le vendredi 27 juin 2008, SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a reçu en audience le Ministre Hollandais de la Coopération au Développement et aussi parrain du Burundi lors de la Table Ronde des bailleurs de fonds de mai 2007, M. Bert Koenders. L'objet de la visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la Table Ronde.

Lors de l'audience la question en rapport avec la sécurité, le retour des leaders du Palipehutu-Fnl et la reprise des activités du Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi (MCVS) des accords de ce mouvement et le gouvernement burundais a été évoquée.



D'autres questions étaient en rapport avec le renforcement de la voie démocratique pour les élections de 2010 et du soutien financier de la Hollande en faveur du Burundi. Et un accord de financement de 4,3 millions d'Euros a été signé entre les deux ministres en charge de la coopération au développement (celui du Burundi et son homologue hollandais).

SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a remercié le Ministre hollandais pour avoir parrainé le Burundi

et pour le soutien que son pays ne cesse d'apporter au peuple burundais. Il a ensuite demandé à la Hollande d'aider le Burundi en matière de la sécurité alimentaire et dans la stabilisation des prix des carburants.

Il a aussi parlé du manque d'appui au système d'irrigation qui pourrait énormément remédier au départ précoce des pluies et par conséquent augmenter la production agricole. Le problème de l'insuffisance de l'énergie alors que le Burundi a beaucoup de cours d'eau a été soumis au ministre Koenders.

SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a demandé à M. Koenders de faire un rappel aux bailleurs qui ont promis les appuis de procéder au décaissement car le Burundi a rempli les conditions principales requises par les partenaires.

Le Ministre Hollandais de la Coopération au Développement s'est dit satisfait de l'état d'avancement de la situation sécuritaire et politico-économique du Burundi. Il a promis de rester auprès du Burundi. Il a aussi invité SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République à visiter la Hollande de nouveau.

-Rénovat Nimbona

Le Deuxième Vice-Président effectue les travaux communautaires dans la commune GASHIKANWA

Le samedi 5 juillet 2008, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président s'est rendu dans la commune de Gashikanwa où il s'est joint à la population de la zone de Ngoma pour les travaux communautaires. Il s'agissait d'arracher les racines des arbres pour préparer le terrain où sera construit un collège communal.

Après les travaux, l'administratrice de la commune de Gashikanwa a remercié vivement le Deuxième Vice-Président pour avoir choisi de venir soutenir les efforts de la population de la zone de Ngoma. Elle a expliqué que la zone de Ngoma est très pauvre, sans école secondaire, sans eau ni électricité. Elle a indiqué que la coopération suisse avait promis d'aider la commune dans la construction dudit collège. Elle a rappelé que le Président de la République leur a promis du ciment, des fers à béton et des tôles. Dans son mot d'accueil, le gouverneur de Ngozi, également originaire de la commune de Gashikanwa, a dit sa joie exubérante de voir ses compatriotes répondre massivement aux travaux de construction d'un collège communal qui sera utile aux jeunes générations.

Après avoir exprimé sa gratitude à Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président pour sa visite dans la province et pour sa participation aux travaux



d'aménagement du terrain, il a exhorté la population à porter le chantier jusqu'au bout.

Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président a souligné que sa présence auprès de la population de Ngoma illustrait l'engagement du gouvernement à retrouver la population sur terrain pour réaliser ensemble les travaux de reconstruction du pays. Il a déclaré que la construction d'une école était une œuvre vitale pour la nation car l'éducation est devenue l'unique héritage solide que les parents puissent offrir à leurs enfants.

Il a rappelé que pendant la crise que le pays vient de traverser, bien des infrastructures ont été détruites, les cœurs ont été traumatisés mais le travail permet les retrouvailles, la reconstruction et les guérisons étant donné qu'il n'y a plus de distinction ethnique. Il a encouragé la population à aimer le travail, à préserver la paix et la sécurité pour que le développement soit durable.

-Daniel Kabuto

Inauguration de l'immeuble de la BCB, agence Ngozi

Le vendredi 4 juillet 2008, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a présidé aux cérémonies d'inauguration de l'immeuble abritant l'agence de la Banque de Crédit de Bujumbura à Ngozi.

Dans son discours, Son Excellence Monsieur Gabriel NTISEZERANA a remercié la banque BCB pour sa politique visant à se rapprocher de la population sur tout le territoire national. Il a encouragé la banque à accorder plus de crédits pour soutenir le développement.

Il faut noter que la BCB venait de changer d'actionnaires. Le Groupe Bank of Africa, avec le rachat, en association avec la Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO) et la Banque Degroof, a fait son entrée dans la banque avec donc une participation de 55% des actions, actions détenues jusqu'alors par la Belgoise. *Bank of Africa* (BOA), créée au Mali en 1982, est actuellement présente dans 11 pays africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal, Ouganda, Tanzanie et Burundi) avec 22 sociétés financières, dont 11 banques commerciales, 1 banque de l'habitat, 3 sociétés de crédit-bail, 1



société de Bourse et 2 sociétés d'investissement.

La Société belge d'investissement pour les Pays en développement (BIO), créée en 2001 sous la forme d'un partenariat public-privé entre l'Etat belge et la Société belge d'investissement international (SBI/BMI), a pour mission de soutenir le secteur privé dans les pays en développement en accordant des financements à long terme à des PME et des institutions de microfinance, par le biais d'investissements directs et indirects. Membre de "European Development Finance Institutions" (EDFI), elle octroie par ailleurs des subsides pour des études de faisabilité et de l'assistance technique. Le vendredi 4 juillet, c'était donc un jour de fête à Ngozi!

-Daniel Kabuto



Distribution des vivres aux Batwa de Vyegwa

Le vendredi 4 juillet 2008, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président s'est rendu à Ngozi pour concrétiser la promesse que le Président de la République avait faite une communauté de Batwa de Vyegwa réunie au sein de l'association GIKA. Cette aide était constituée de sacs de farine, des fûts d'huile de palme et des sacs de sucre.

Le Deuxième Vice-Président de la République a été informé de l'état d'avancement des travaux de constructions d'habitations modernes au profit desdits Batwas. Il a été dit que l'association GIKA est une association culturelle qui aide les Batwas à se développer et à cesser de dépendre de la poterie. Une fois regroupés au sein de cette association, les familles s'adonnent à l'agriculture et comprennent l'intérêt d'envoyer leurs enfants à l'école.

Dans son de circonstance, Son Excellence Monsieur Gabriel NTISEZERANA a encouragé la communauté des Batwas de Vyegwa à répondre régulièrement à l'appel que Son Excellence Monsieur le Président de la République lance aux Burundais pour les travaux communautaires de chaque

samedi. Il a expliqué que ces travaux permettent aux populations de se construire des écoles, des centres de santé, des routes etc.

Il a remercié les bienfaiteurs qui avaient contribué à rendre cette aide disponible pour ne pas nommer la Banque de Crédit de Bujumbura. Il a remercié l'ONG Voisins sans frontières l'adduction et la machine de fabrication des briques adobes qui a ont été fournies à l'association GIKA afin que les Batwas eux-mêmes puissent contribuer à la construction des maisons. Il leur a promis la disponibilité du gouvernement et son appui dans leurs efforts de sortir de la marginalisation et du sous-développement.

-Daniel Kabuto



La Secrétaire Générale de CONFIMEN reçu en audience

En date du 7 juillet 2008, Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République, M. Gabriel NTISEZERANA a reçu en audience Mme Adiza HIMA, Secrétaire Générale de la conférence des Ministres de l'éducation des pays ayant le français en commun.

Mme Adiza HIMA a bien indiqué à Son Excellence que l'objet de sa visite s'inscrivait dans le cadre de renforcement du système éducatif. Elle a assuré de l'apport de leur contribution à la mesure de gratuité de l'enseignement au primaire. A travers le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, l'institution qu'elle représente va aider le Burundi à assoire la politique du Gouvernement à faire l'évaluation à travers des enseignants.

Afin de voir quelles sont les capacités des élèves par rapport aux attentes, le programme d'évaluation sur la qualité de l'enseignement qui s'étend sur une année débutera avec la prochaine année scolaire, et ceci pour les classes de 2^{ème} et de 5^{ème} année. Ce programme permettra d'évaluer, de faire l'identification des facteurs ou efficacité. Toutes les écoles tant publiques que privées sur tout le territoire seront concernées par ce nouveau système et ceci sur l'acquis du Kirundi, du Français ainsi que des Mathématiques

Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République, a,

en son nom propre et celui du Gouvernement, présenté sa gratitude à l'endroit du Secrétaire Générale du CONFIMEN pour le soutien qu'ils ne cessent d'apporter au Burundi, d'autant plus que c'est la première fois qu'un système d'évaluation de l'enseignement se fait dans notre pays. Il a poursuivi en disant que cet exercice est nécessaire, afin de permettre l'accès facile à l'éducation compte tenu du faible moyen de revenu du peuple burundais.

M. le Deuxième Vice-Président de la République a promis que le Gouvernement du Burundi est déterminé à faciliter tout processus afin de faciliter le travail de ce programme d'évaluation. Il a terminé en rappelant que la jeunesse est la fondation de l'avenir de toute Nation.



-Nicole Kigoma

Lancement d'un atelier d'information et de sensibilisation sur la pression démographique

En date du 08 juillet 2008, lors de la journée mondiale de la population, Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République, M. Gabriel NTISEZERA a procédé au lancement d'un atelier d'information et de sensibilisation sur la pression démographique, organisé par le Gouvernement du Burundi en collaboration avec le Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB). Cet atelier qui a eu lieu à l'Hôtel Source du Nil avait pour thème : *La planification familiale est un droit, faisons-en une réalité.*

Dans son discours de circonstance, Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République, M. Gabriel NTISEZERANA a déclaré que le problème lié à l'explosion démographique se trouve parmi les plus importants auxquels est confronté notre pays.

Le Deuxième Vice-Président de la République a indiqué que concernant la situation démographique, selon l'estimation de l'ONU, le Burundi compte actuellement plus de 8 millions d'habitants sur une superficie de 27000km, un taux de croissance de 3,1% par an. A ce rythme, l'effectif de notre population atteindra plus de 15 millions en 2015. Evoquant les problèmes liés à la pression démographique dans notre pays, le Deuxième Vice-Président de la République a parlé de l'insécurité sociale, la délinquance, l'exiguïté des terres débouchent sur des conflits fonciers et des morts d'hommes.

Avant de lancer les travaux de l'atelier, Son Excellence le

Deuxième Vice-Président de la République, a réitéré l'engagement du Gouvernement à considérer les questions de population comme un axe vital de sa politique de développement, d'où l'élaboration d'une politique de population et sa mise en œuvre. La stratégie d'exécution de cette politique est la planification familiale pour prévoir le devenir de la population. Il a lancé un appel aux bailleurs de fonds pour soutenir la mise en œuvre de cette stratégie

-Nicole Kigoma



Lancement des activités du Comité Stratégique de Pilotage pour la prévention et la riposte à l'épidémie de la grippe aviaire

Le vendredi 11 juillet 2008 à l'Hôtel Source du Nil, Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République et Président du Comité de Pilotage pour la Prévention et la Riposte de la grippe aviaire, a procédé aux cérémonies de lancement des activités du Comité Stratégique.

Après les discours du Ministre de la Santé Publique et de la Lutte Contre le Sida et de celui de l'Agriculture et de l'Elevage, Son Excellence Monsieur Gabriel Ntisezerana a expliqué qu'au regard de la menace d'introduction de la grippe aviaire que court le pays et la nécessité de préparation de la réponse, le gouvernement a mis sur pied un comité de haut niveau dont l'objectif est de coordonner la gestion de la réponse nationale dans la prévention et la lutte contre l'épidémie de grippe aviaire en apportant un soutien politique en vue de mettre en place un environnement propice, et de mener une mobilisation de ressources appropriées pour une meilleure préparation et réponse adéquate à la menace de la pandémie de grippe aviaire.

Il a fait remarquer que du point de vue géographique le



Burundi se trouvait sur l'un des trajets des oiseaux migrateurs notamment la Plaine de la Rusizi et le long du Lac Tanganyika, les lacs du Nord ou « lacs aux oiseaux » et le Parc de la Ruvubu. Et d'ajouter : « L'abattage en masse des produits d'élevage, l'arrêt de la commercialisation des produits d'élevage, la forte mortalité humaine, les pertes liées aux efforts d'éradication de la maladie et à la reconstitution des volailles décimées sont autant de conséquences que la survenue d'une épidémie implique et qui aggraveraient la misère d'une population burundaise déjà appauvrie. »

Son Excellence Monsieur Gabriel Ntisezerana a précisé qu'une seconde rencontre sera organisée et que ce sera l'occasion pour le Comité Stratégique de Pilotage de présenter le Plan National de Lutte contre la Grippe Aviaire aux partenaires. Ce sera également l'occasion de plaider pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en application dudit plan.

-Daniel Kabuto

